

VILLE D'HAGONDANGE

REQUALIFICATION DE LA RUE

DU XI NOVEMBRE

PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE

ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Le décret n°2003 – 68 du 24.01.2003
Loi n°91 – 1414 du 31.12.1991 – Loi n°93 – 1418 du 31.12.1993
Décret 94.159 du 26.12.1994 modifié (Codifié aux art L4531-1 à L4531-3 du code du travail) –
Décret n°95 -543 du 04.05.1995 – Arrêté du 07.03.1995
Décret n°2003 - 68 du 24.01.2003 – Arrêté du 25.02.2003
qui modifie et complète le n°94 – 1159 du 26.12.2003

Le présent P.G.C. sera adapté en fonction des P.P.S.P.S. des entreprises

DOCUMENT ETABLI PAR	:	Ingénierie et Coordination de Lorraine 2 La Tannerie 57070 – SAINT JULIEN LES METZ Tél : 03.87.37.30.60 Fax : 03.87.18.85.67
REDACTEUR	:	JN BATIOT - Coordonnateur SPS
ETABLI LE	:	27.04.2018
MISES A JOUR LE	:	

SOMMAIRE

O - PREAMBULE

I - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

- 1.1 Lieu des travaux, nature et description sommaire du projet
- 1.2 Présentation des intervenants.
- 1.3 Organismes Officiels de prévention.
- 1.4 Administrations et collectivités intéressées par les travaux.
- 1.5 Concessionnaires.
- 1.6 Services d'urgences en cas d'accident
- 1.7 Date de déclaration par le Maître d'ouvrage de l'ouverture de chantier.
- 1.8 Entreprises intervenantes sur le chantier
- 1.9 Météo.

II - MESURES D'ORGANISATION GENERALES DE CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

- 2.1 Calendrier général d'exécution
- 2.2 Installation de chantier et locaux commun.
- 2.3 Clôture du chantier.
- 2.4 Circulation et accès . Approvisionnement à l'intérieur du chantier
- 2.5 Panneau de chantier - Signalisation et Protections collectives
- 2.6 Protection Individuelles
- 2.7 Protection contre l'incendie
- 2.8 Nettoyage de chantier
- 2.9 Poste de secours et secouristes
- 2.10 Compte interentreprises (prorata)

III - MESURES DE COORDINATION EN MATIERE DE SANTE ET DE SECURITE ARRETEES PAR LE COORDONNATEUR SPS

- 3.1 Mesures d'ordre général
- 3.2 Liste des risques
- 3.3 Description des travaux de l'ouvrage et protection principale par lot
- 3.4 Conditions de manutention des différents matériaux et matériels
- 3.6 Aménagement des zones de stockage et entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou substances dangereuses
- 3.7 Elimination ou évacuation des déchets et des décombres
- 3.8 Condition d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés
- 3.9 Matériaux contenant de l'amiante
- 3.10 Utilisations des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale.
- 3.11 Mesures prises en matière d'interaction sur le site

IV- SUJETION DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D' EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER.

- 4.1 Travaux sous circulation - Signalisation
- 4.2 Autre activités et autres Maîtres d'ouvrages extérieurs

V- LES MESURES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

- 5.1 Hygiène et condition d'hébergement
- 5.2 Protection contre les eaux

VI - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU D'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DU PERSONNEL AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE.

- 6.1 Généralités
- 6.2 Sauveteurs secouristes du travail et premiers soins
- 6.3 Renseignements pratiques pour déclenchement des secours extérieurs
- 6.4 Mesures communes d'organisation des secours

VII - LE PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S)

- 7.1 Remarques importantes.
- 7.2 Entreprises titulaires intervenantes sur le chantier.
- 7.3 Sous-traitants
- 7.4 Travailleurs indépendants.
- 7.5 Pénalités
- 7.6 Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T)

VIII - PLAN DE RECOLEMENT et NOTES TECHNIQUES

IX - ANNEXES

- 1 - Fiche « en cas d'accident »
- 2 - Fiche d'accueil
- 3 - Trousse de secours
- 4 - Fouille en tranchée

PREAMBULE

- ❑ Le chantier concernant **les travaux de requalification de la rue du XI Novembre à HAGONDANGE** est soumis aux nouvelles dispositions de sécurité et de protection de la santé, applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues de la loi 93 - 1418 du 31.12.93 et de son Décret d'application 94 - 1159 du 26.12.94.
- ❑ Cette réglementation vise à l'intégration de la sécurité, dès la phase conception du projet et organise la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé par la nomination de coordonnateurs, dont la mission est d'assurer lors de la phase réalisation, la coordination entre les différents intervenants du chantier.
- ❑ Cette mission s'exerce lors des phases de réalisation, par la création de **Plans Particuliers de Sécurité et de Protections de la Santé (P.P.S.P.S)** ainsi que la création d'un **Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (C.I.S.S.C.T)**, si celui-ci est requis.
- ❑ Le mode prévisionnel d'exécution des travaux est décrit dans le Cahier des techniques Particulières (CCTP) annexé à chaque marché, le présent plan de coordination ainsi que le CCAP. Les plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) devront être rédigés en tenant compte de ces informations.
- ❑ Le présent document intitulé Plan Général de Coordination en Matière de Sécurité et de Protection de la Santé est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier ; il sert de cadre pour la rédaction des **Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé**. Le PGCSPS est un élément évolutif remis à jour par le coordonnateur en fonction du déroulement du chantier.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention suivant :

- a) Eviter les risques.
- b) Evaluer les risques qui ne peuvent être évités.
- c) Combattre les risques à la source.
- d) Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- e) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou moins dangereux.
- f) Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants.
- g) Prendre les mesures de protections collectives en leur donnant la priorité sur les mesures de protections individuelles.

En conséquence :

- Les entreprises sont tenues de remettre leur PPSPS dans le cadre de remise des pièces définies au CCAP, en son absence, l'entreprise ne sera pas autorisée à pénétrer sur le chantier même si son délai d'exécution court.
- Les sous-traitants et Travailleurs indépendants sont liés aux mêmes exigences (R238-29 et 1235-18).

PLAN DE VOIRIE :



I - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

1.1 Lieu des travaux, nature et présentation sommaire du projet

a) Lieu des travaux : Rue du XI Novembre à HAGONDANGE (57300).

b) Nature des travaux : travaux de VRD (Voirie – Enfouissement des réseaux secs)

c) Présentation du projet :

☐ Le programme des travaux à réaliser comprend en particulier :

Le rabotage du revêtement existant,

La mise en oeuvre d'un nouveau revêtement sur chaussée et sur trottoir,

La réalisation des travaux de bordurage,

La mise en oeuvre de pavés sur trottoir,

La pose de la signalisation verticale et horizontale,

La mise en oeuvre du mobilier urbain sans fourniture (potelets métalliques),

La mise en oeuvre d'espaces verts,

Le déplacement d'avaloirs existant au niveau des caniveaux ainsi que la pose de grille plate fonte C250 et grille fonte profil T,

La mise en oeuvre de résine gravillonnée sur enrobé,

L'enfouissement des réseaux aériens.

☐ La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le CCTP du marché.

☐ Compte tenu de l'importance du chantier, l'opération se classe **en deuxième catégorie avec un effectif supérieur à 500 h/j** (Art. 238.8 du code du Travail).

1.2 - Présentation des intervenants

MAITRE D'OUVRAGE :

VILLE D'HAGONDANGE

Place Jean Burger
57300 HAGONDANGE
Tél : 03.87.71.50.10

MAITRISE D'OEUVRE:

NOX Ingénierie

VENTURE Guillaume

Parc des Varimonts
30, avenue de Thionville
57 140 WOIPPY
Tél : 03.87.15.39.90 – Port : 07.86.88.91.82
g.venture@groupe-nox.com

COORDONNATEUR S.P.S. :

I.C.L.

M. BATIOT Jean-Noël

2 La tannerie
57070 SAINT JULIEN LES METZ
Tél : 03.87.37.30.60
jnb.icl@orange.fr

1.3 - Organismes officiels de prévention

Inspection du Travail et de l'Emploi (DDTEFP)

1, rue Chanoine Collin
57000 METZ
Tél : 03.54.48.20.01

Caisse Régionale des risques professionnels (CARSAT)

47, rue Dupont des Loges
57000 METZ
Tél : 39.60

Comité Régional de l'organisme professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (OPPBTP)

9, rue de Tarbes
54270 ESSEY LES NANCY
Tél : 03.83.20.20.03 Fax : 03.83.20.96.80

1.4 - Administrations et collectivités intéressées par les travaux

VILLE D'HAGONDANGE

Place Jean Burger
57300 HAGONDANGE
Tél : 03.87.71.50.10

PREFECTURE DE METZ

9, Place de la Préfecture
57000 METZ
Tél : 03.87.34.87.34

1.5 – Concessionnaires (liste donnée à titre indicatif)

CENTRE DE CONSTRUCTION DE LIGNES FRANCE TELECOM :

URR Lorraine

B.P. 229
83 007 DRAGUIGNAN

GRDF

Allée Philippe Le Bon
57950 MONTIGNY LES METZ
Tél : 03.87.56.63.02

ORANGE

5, rue Périgot BP 99014
57037 METZ CEDEX
Tél : 03.87.20.84.68.

Electricité et Télédistribution : Régie municipale d'Hagondange

22, rue de la Fontaine
BP 108
57301 HAGONDANGE CEDEX
Tél : 03.87.71.66.34

Eau potable:

VEOLIA

9, rue Theilhart de Chardin – BP 96164
57061 METZ CEDEX 02
Tél : 03.87.30.54.75

Syndicat Mixte d'Assainissement de la Barche

Hôtel de ville

57300 HAGONDANGE
Tél : 03.87.51.50.10

AIR LIQUIDE

Région Lorraine centrale de l'Est

Route nationale

57 270 RICHEMONT

Tél : 03.82.86.57.43

Conseil général de la Moselle

DRTTC/DRD/DER

Unité Territoriale routière de Metz

17, quai Paul Wiltzer

Tél : 03.87.34.76.90

- ❑ **Les travaux ne peuvent être entrepris qu'après la communication à l'entreprise des indications et recommandations fournies par les exploitants.**
- ❑ L'entreprise est tenu de se renseigner auprès des différents concessionnaires sur l'existence de réseaux ou ouvrage et d'adresser au moins 10 jours avant le début de ses travaux **une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) aux administrations, établissements ou organismes concernés (Régie, GRDF, ORANGE, etc..)**

1.6 - Services d'urgences en cas d'accidents

SAMU 15

Gendarmerie 17

Pompiers 18

Hôpital Saint François

57535 MARANGE SILVANGE

Tél : 03.87.70.90.00

Hôpital de MERCY

1, allée du Château d'eau

57070 ARS LAQUENEXY

Tél : 03.87.55.34.91

Centre anti poison

29, avenue Maréchal Delattre

54000 NANCY

Tél : 03.83.32.36.36

S.O.S. Mains

Institut Européen de la Main – NANCY

Médipôle Saint Jacques

13, rue Blaise Pascal

54320 MAXEVILLE – NANCY

Tél : 03.83.93.50.88

www.institut-europeen-main.eu

1.7 - Date de déclaration préalable par le Maître de l'ouvrage .

A envoyer par le Maître d'Ouvrage 30 jours avant le début des travaux.

1.8 - Entreprises intervenantes sur le chantier

Lot 1 : Voirie

En cours de consultation

Lot 2 : Réseaux secs

En cours de consultation

1.9 - Service Météo

Météo de Metz Frescaty

Tél. 08.36.68.02.57

II - MESURES D'ORGANISATION GENERALES DE CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

2.1- Calendrier général d'exécution

- ❑ Le délai contractuel du chantier est fixé dans l'acte d'engagement.
- ❑ Un planning sera remis par le Maître d'oeuvre au coordonnateur SPS, pour avis.
- ❑ Toutes modifications, décalages, prolongations pour diverses causes devront être soumis pour avis au coordonnateur afin d'étudier l'interaction engendrée.
- ❑ Les modifications seront alors consignées sur le registre journal. Une diffusion sera faite au près des entreprises concernées en accord avec le maître d'oeuvre.
- ❑ Les phasages seront étudiés afin de limiter la manutention manuelle.

2.2 - Installation de chantier et locaux communs

1) Généralités

L'installation de la base-vie sera **réalisée à la charge de l'entreprise titulaire du lot 1 selon un plan d'installation qui devra être approuvé avant toute intervention**. L'entreprise aura à sa charge l'alimentation de la base vie en moyens de service et définira en temps utile auprès des services intéressés, les besoins en eau, électricité, lignes téléphonique, ect.. nécessaire à la bonne marche du chantier.

L'entreprise est chargée de l'obtention des accords administratifs notamment pour l'occupation du terrain.

2) Description de l'installation :

Les installations de chantier comprendront réfectoire, bloc sanitaire, vestiaire, bureau de chantier muni d'un téléphone (locaux type algéco ou similaires).

a) Vestiaires - Réfectoires :

- Le local réfectoire sera muni de tables et de chaises pour **10 personnes**. Les tables seront recouvertes par un matériau imperméable et facilement lavable. Ce local doit disposer d'appareils permettant d'assurer le réchauffage ou la cuisson des aliments, d'un garde manger destiné à protéger les aliments d'une capacité suffisante et de robinets d'eau potable fraîche et chaude.
- Les vestiaires disposeront en nombre suffisant, d'armoires individuelles, à double compartiment, en métal ou tout autre matériau possédant des qualités analogues.
- Ils seront munis d'un chauffage type radiateurs électriques de chantier.
- **Le vestiaire sera raccordé au réseau électrique à la charge de l'entreprise titulaire du lot 1 qui s'occupera également de toutes les démarches administratives nécessaires.**

b) Salle de réunion :

- Elle sera mise à disposition du maître d'ouvrage et du maître d'oeuvre (2 clés à fournir).
- Un téléphone y sera installé et disponible en permanence avec batterie chargée. Il sera accessible à tout le personnel du chantier en cas d'urgence.
- Elle sera dimensionnée pour accueillir en période de pointe les intervenants et les entreprises présentes sur le chantier le jour des réunions avec tables et chaises en nombre suffisant (20 m2 minimum).
- Elle sera équipée d'un chauffage type radiateur électrique de chantier dimensionné en fonction de la taille de la salle.
- **La salle de réunion sera raccordé au réseau électrique à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01 qui s'occupera également de toutes les démarches administratives nécessaires.**

c) Bloc sanitaire : il sera composé :

- De lavabos ou rampe alimentés en eau à température réglable (dans un local clos et couvert. Un savon et un moyen d'essuyage ou de séchage sera mis à disposition.
- De cabinets d'aisance qui seront nettoyés au moins une fois par jour, couverts et éclairés (une unité pour 10 travailleurs)
- **Le bloc sera raccordé en électricité, eau courante et branché sur le collecteur eaux usées à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01 qui s'occupera également de toutes les démarches administratives nécessaires..**
- Ils seront munis d'un chauffage type radiateurs électriques de chantier

La base-vie sera installée par l'entreprise titulaire du lot 01 pendant la période de préparation, maintenue en place et entretenue pendant la durée du chantier de tous les lots.

2.3 - Clôture du chantier

- ❑ L'ensemble des clôtures à mettre en place de protection de chantier et leur déplacement au fur et à mesure de l'avancement du chantier, sera **à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01** (fourniture, mise en place et maintenance 7j/7 et 24h/24).
- ❑ **La clôture mobile sera de type « HERAS » ou similaire et de hauteur 2m. Elle sera implantée autour des fouilles et ouvrages non remblayées, des zones de stockage de matériaux et engins ainsi qu'autour de la base vie.**
- ❑ L'entreprise titulaire du marché, mettra en place et entretiendra les signalisations nécessaires au droit des **accès aménagés** ainsi que dans les **zones présentant des risques de chutes.**

2.4 - Circulation et accès - approvisionnement à l'intérieur du chantier

1) Contrôle des entrées et sorties à l'intérieur du chantier.

- ❑ L'entreprise titulaire du **lot 01**, devra quotidiennement porter sur son journal de chantier, la liste nominative des employés travaillant sur le site, en y incluant les intérimaires et les locations de matériel en y précisant la fonction de chacun.
- ❑ Le Maître d'ouvrage, le Maître d'oeuvre et l'entreprise titulaire du marché, établiront, tiendront à jour et communiqueront au coordonnateur SPS, la liste des personnes habilitées à pénétrer sur le chantier; elles seront informées des consignes de sécurité et de l'avancement du chantier.
- ❑ **Aucune autre personne ne pourra pénétrer sur le site sans être accompagnée par une des personnes habilitées au titre des listes citées ci-dessus.**
- ❑ Des panneaux normalisés « **Chantier interdit au public** » ; « **Port du casque obligatoire** » et « **interdit de pénétrer** » seront implantés à l'entrée du chantier.
- ❑ Les accès des livreurs ou des véhicules privés livrant ne seront tolérés dans l'enceinte du chantier que pour la durée de leur livraison.
- ❑ Une zone de livraison précisée sur le plan d'installation et signalée sur le site leur sera réservée.
- ❑ La circulation et l'évolution des engins et camions seront sous la surveillance d'un chef de manœuvre.
- ❑ L'entrepreneur doit supporter les sujétions qui résultent de la circulation de ses camions et engins, sur le chantier et sur les voies sous circulation.
- ❑ La fourniture et la mise en place d'ouvrages temporaires permettant le franchissement des tranchées par les riverains, automobilistes et piétons (plaques de tôles, passerelles..).

2) Signalisation.

- ❑ Une attention particulière sera apportée à la mise en place et à la maintenance **pendant toute la durée du chantier** de la signalisation routière de chantier. La signalisation routière réglementaire à mettre en place est à **la charge de chaque entreprise et comprend** :
 - ⇒ Les marquages provisoires au sol,
 - ⇒ les feux tricolores mobiles de chantier,
 - ⇒ Les panneaux de signalisation conformément à la réglementation en vigueur,
 - ⇒ Les cônes et balises,
 - ⇒ Les barrières métalliques ou plastiques déplacées en fonction de l'avancement du chantier et fermées à clef chaque soir et chaque week-end,
 - ⇒ Les flasches de nuit,
 - ⇒ La signalisation mobile,
 - ⇒ Les déviations routières nécessaires avec fléchage adéquat,
 - ⇒ Le personnel, le transport, le nettoyage et l'entretien 24h/24 et 7j/7,
 - ⇒ Les panneaux d'information,
 - ⇒ La signalisation directionnelle provisoire en fonction des arrêtés de circulation délivrés par la Mairie, à l'intérieur ou en dehors de la commune pour tout type de panneaux,
 - ⇒ La régulation de la circulation par homme trafic si nécessaire.

2.5 - Panneau de chantier - Signalisation et Protections collectives

- ❑ La fourniture et mise en place d'un panneau de chantier identifiant le chantier, ses participants et regroupant les indications données par le Maître de l'ouvrage, sera fourni et posé à l'entrée du chantier **par l'entreprise titulaire du lot 01.**

1) Balisage et protections collectives

- ❑ Pour la sécurité des personnes, les zones à risques devront être balisées et protégées par l'entreprise titulaire du **lot 01**, en cours ou après une intervention et en dehors des horaires de travail. La mise en oeuvre de ces installations et leur maintenance **seront sous la responsabilité et à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01** par une personne nommée par l'entreprise dans son PPSPS.
- ❑ Tout entrepreneur amené à déplacer ou démonter un ouvrage de protection doit le remettre en place à la fin de chaque intervention. Le cas échéant, le coordonnateur demandera que les frais correspondant à la mise en conformité soient impartis au compte du défaillant.

2) Risque de chutes

- ❑ Pour assurer la protection collective du personnel, l'entreprise titulaire du marché proposera dans son PPSPS les dispositions qu'elle compte prendre contre les risques de chutes. Les protections, à la charge de cette entreprise, seront installées et maintenues si nécessaire pendant toute la durée du chantier.

2.6 - Protections individuelles

1) Du personnel de chantier

- ❑ D'une manière générale, l'ensemble du personnel destiné à accéder au site des travaux aura l'équipement individuel minimum suivant (complété suivant l'activité particulière), décret N°93-41 du 11 Janvier 1993 :
- ❑ Vêtement de travail adapté
- ❑ **Port du casque obligatoire à tout poste de travail**
- ❑ Chaussures ou bottes de sécurité obligatoire
- ❑ Protège oreilles obligatoire à partir de 85DBA
- ❑ Ceinture abdominale suivant prescription médicale
- ❑ Paires de lunettes contre la projection d'éclats
- ❑ Masques adaptés anti poussière ou aux risques dus aux produits nocifs selon fiche toxicologique à demander aux fabricants et à remettre au coordonnateur SPS.
- ❑ Gants adaptés aux risques.
- ❑ Harnais d'antichute pour travaux exceptionnels ou de courte durée exposant à un risque de chute de hauteur.
- ❑ Gilet rétro-réfléchissant à haute visibilité de classe 3 ou 2, obligatoire pour travaux sous circulation.

2.7 - Protection contre l'incendie

- ❑ L'entreprise titulaire du marché est responsable de la sécurité incendie en cours de travaux; elle installera notamment des extincteurs polyvalent (A.B.C) dans la « base vie ».
- ❑ Chaque véhicule et engin du chantier sera équipé d'un extincteur.
- ❑ Les extincteurs devront avoir subi les vérifications réglementaires.
- ❑ Aucun feu type brûlage de déchets ou autres ne sera toléré sur le site.
- ❑ Le stockage de tout matériaux inflammable ou combustible sera soumis à l'autorisation du coordonnateur SPS. Les zones seront définies et proposées sur le plan d'installation de chantier ou en fonction des besoins du chantier.
- ❑ En règle générale, les entreprises ne livreront que leur besoin ou consommation journalière.

2.8 - Nettoyage de chantier

- ❑ Sous le contrôle de l'entreprise titulaire du **lot 01**, chaque intervenant sur le chantier devra nettoyer en permanence et évacuer ses gravats à une décharge. Le lieu de celle ci sera précisée au coordonnateur.
- ❑ Les accès des bungalow seront maintenus en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement, **un éclairage de nuit sera réalisé si nécessaire, et entretenu.**
- ❑ Les ordures du local réfectoire seront ramassées dans les mêmes conditions que la commune où est situé le chantier.

2.9- Poste de secours et secouriste

- ❑ L'entreprise disposera des équipements de secours réglementaires et communiquera à l'ensemble des intervenants ainsi qu'au coordonnateur SPS les personnels ayant qualité de secouriste.
- ❑ Le poste de téléphone d'alerte et de secours se trouvera dans le bureau de chantier du mandataire. Il y sera joint une feuille « EN CAS D'ACCIDENT » (Modèle annexe).
- ❑ Dans le PPSPS de l'entreprise, un règlement du déclenchement d'alerte sera défini, il mentionnera notamment l'identification du chantier et des accès pour les secours.

2.10 – Compte interentreprises

Sans objet

III - MESURES DE COORDINATION EN MATIERE DE SANTE ET DE SECURITE ARRETEES PAR LE COORDONNATEUR SPS

3.1 - Mesures d'ordre général

- ❑ Les dispositions du décret n° 65-480 du 8 Janvier 1965 tel que modifié notamment par le décret n° 95-608 en date du 6 Mai 1995 fixent les prescriptions minimales applicables par les chefs d'établissements tels que visés par l'article L.231.1 du Code du travail ainsi que par les travailleurs indépendants au sens que leur confère l'article L.235.18 issu de la loi du 31 Décembre 1993.
- ❑ Cette loi n° 93.1418. en date du 31 Décembre 1993, prise pour transposer la directive n° 92/57 CEE du Conseil en date du 24 Juin 1992, dite directive "chantiers temporaires ou mobiles", a, d'une part étendu les principes généraux, à l'exemption de deux, à l'ensemble des participants à une opération de construction, généralisé le principe de coordination à l'ensemble des chantier où sont présentes deux entreprises, d'autre part réaffirmé le principe de primauté de l'intégration de la sécurité dans l'ouvrage et enfin étendu aux travailleurs indépendants et aux employeurs qui exercent directement une activité sur le chantier certaines prescriptions du livre II, titre III du code du travail.

3.2 - Liste des risques

1) Généralités

- ❑ Dans le cadre de leur PPSPS, les entreprises analyseront les risques selon chaque phase de travaux. Pour chacun des risques, une méthode de prévention sera définie et adoptée réellement suivant l'énoncé ci-dessous:
 - Phases de travaux
 - Moyens
 - Risques (propre, exporté, importé)
 - Mesures de prévention (consigne et contrôle)

2) Risques particuliers

Plusieurs points méritent d'être soulignés :

Concessionnaires : la déclaration d'intention de commencer les travaux incombe à l'entreprise titulaire du marché (DICT).

- ❑ Avant de commencer ses travaux, s'informer auprès des services intéressés, de l'existence éventuelle de canalisations ou câbles souterrains pouvant se trouver dans la zone de travaux.

Signalisations de chantier:

- ❑ **Sur ce chantier la mise en place de la signalisation de chantier sera d'une importance capitale. La maintenance de la signalisation sera assurée par une personne habilitée nommée dans le PPSPS de l'entreprise. Elle sera assurée et maintenue en place 24h sur 24 et 7j/7 par le titulaire du marché.**
- ❑ Les arrêtés de circulation seront affichés sur le chantier.
- ❑ La mise en place de toute signalisation et protection du chantier sera réalisée conformément à la réglementation de la signalisation temporaire "Livre 1"
- ❑ La signalisation de chantier sera **en parfaite état, les panneaux cabossés ou usagés seront remplacés sans délais.** Elle sera complète et sans limitation conformément à l'arrêté de circulation.

Terrassements généraux et en tranchée

- ❑ Avant de commencer les travaux de terrassement, le chef de chantier prendra les mesures de sécurité appropriées.
- ❑ Il s'informerait auprès du service de voirie intéressé en cas de travaux sur le domaine public ou auprès du propriétaire en cas de travaux sur le domaine privé, de l'existence éventuelle de terres rapportées ainsi que de l'emplacement et de la nature des canalisations ou câbles souterrains pouvant se trouver dans la zone de travaux projetés. Il devra s'informer également de risque d'imprégnation du sous-sol par des émanations ou produits nocifs.
- ❑ **Les terrassements à moins de 1,50 m des réseaux gaz et électricité seront obligatoirement réalisés manuellement.**
- ❑ Les arbres, les blocs de pierre ainsi que le matériel, les matériaux et objets de toute nature se trouvant à proximité de l'emplacement où des fouilles seront entreprises, doivent être enlevés ou solidement maintenus lorsqu'il apparaît que leur équilibre risque d'être compromis lors de la réalisation des travaux.

- ❑ **Les fouilles en tranchées de plus de 1,30m de profondeur et de largeur égale ou inférieure au deux tiers de la profondeur doivent, lorsque leurs parois sont verticales ou sensiblement verticale être blindées, étrépillonnées ou étayées.**

- ❑ La reprise des fondations en sous-œuvre ne doit être exécutée que par petites portions et au fur et à mesure que les blindages, étrépillons ou étais mis en place assurent une sécurité suffisante.
- ❑ Dans le cas où les divers éléments du blindage sont assemblés hors de la fouille, la hauteur de ces éléments doit être au moins égale à la profondeur totale de la fouille. Pour éviter tout renversement ou déplacement, le blindage après avoir été descendu dans la fouille, doit être convenablement calé.
- ❑ Afin d'empêcher les chutes de déblais, de matériaux, d'outils ou d'objets de toute nature à l'intérieur des fouilles en tranchée de plus de 1,30m de profondeur, celles-ci doivent être entourées de plinthes d'une hauteur de 15 cm au moins ou comporter un blindage dont les éléments dépassent le niveau du sol de 15 cm.
- ❑ Nous rappelons que des déblais ou du matériel ne peuvent être déposés le long d'une tranchée de plus de 1,30m de profondeur que s'il est possible de ménager une berme d'une largeur de 0,40m au moins. Cette berme doit rester constamment dégagée de tout dépôt.
- ❑ Lorsque des personnes seront appelées à franchir une tranchée de plus 0,40cm de largeur, des moyens de passage doivent être mis en place.
- ❑ En cas de découverte d'un engin susceptible d'exploser, le travail doit être immédiatement interrompu au voisinage jusqu'à ce que les autorités compétentes aient fait procéder à l'enlèvement de l'engin.
- ❑ Les parois des fouilles seront généralement instables ceci nécessitera de travailler par tranches courtes de réseau et de prévoir un blindage des fouilles adapté à la nature du terrain.

- ❑ Le retrait du blindage se fera par couches après compactage.
- ❑ Les terrassements à proximité de constructions existantes devront être menés avec toutes les précautions nécessaires afin de ne pas les déstabiliser.

Environnement du chantier :

- ❑ L'entreprise prendra toutes les dispositions concernant:
 - La définition des accès
 - Le balisage des zones dangereuses
 - Le stockage des dépôts de matériaux gênant.
 - Aucun engin, ni aucune activité ou procédure ne doit créer directement ou indirectement des bruits supérieurs à la législation en vigueur qui limite celui ci à 75dba maxi., à 1m horizontal, 85dba au droit de la source et 45dba en limite de chantier.

Travaux à proximité d'une ligne aérienne électrique

- ❑ Dans tous les cas, avant intervention à proximité d'un réseau électrique, réaliser les DICT et prévenir le responsable du réseau pour définir les mesures de sécurité à appliquer.
- ❑ Lorsque la mise hors tension n'est pas possible, le chef d'entreprise doit s'assurer que la réalisation du chantier n'amènera pas les salariés eux-mêmes ou les objets qu'ils utilisent (appareils de levage, pioches, benne de camions ect...) à s'approcher à une distance inférieure à:
 - ⇒ **Pour les lignes aériennes :**
 - **3 m si la tension est inférieure à 50 000 V**
 - **5 m si la tension est supérieure à 50 000 V**
 - ⇒ **Pour les lignes enterrées :**
 - **1,5 m avec des engins mécaniques.**

Maçonnerie et travaux divers

- ❑ A chaque fois qu'il sera techniquement possible, l'obturation devra être privilégiée ceci afin d'éviter les chutes de personnes.
- ❑ La note de calcul et le plan de réalisation (trappe d'accès) seront établis obligatoirement par un bureau d'étude.
- ❑ Les vérifications sur chantier seront effectuées par une personne compétente désignée par l'entrepreneur.
- ❑ Les moyens de levage seront conformes à la réglementation. (voir chapitre 3.5)
- ❑ Les coffrages seront décrits dans le PPSPS ainsi que les équipements, les délais de décoffrages et le choix des moyens et mode de manutentions.
- ❑ Les élingues pour le levage seront dimensionnées, adaptées, en parfaite états et vérifiées périodiquement
- ❑ L'approvisionnement du chantier se fera au fur et à mesure des besoins du chantier.
- ❑ Les manœuvres des engins ou camions seront sous la responsabilité d'un responsable de manœuvre.
- ❑ Le système de fixation des protections collectives devra être adapté à leur support, à détailler dans les PPSPS.
- ❑ Le harnais de sécurité avec stop chute devra être porté lorsque le moindre risque de chute se présentera et qu'il ne pourra être mise en place de protections collectives, le matériel sera au préalable contrôlé, en bon état et sera conforme aux nouvelles réglementations (estampillage CE)

- ❑ L'entreprise remettra dans son PPSPS, les moyens de levage de ses éléments au sol au droit de sa zone de travail ou d'intervention.
- ❑ Du fait du risque envers les autres participants du chantier, lors des travaux en hauteur ou lors des approvisionnements, les entreprises préciseront également les moyens utilisés pour la prévention et l'avertissement de ce risque.
- ❑ Les zones de stockages seront clairement définies au moyen d'un plan soumis à l'approbation du Maître d'ouvrage ainsi que les moyens de lutte contre l'incendie qui seront prévus et décrit au PPSPS.
- ❑ **Pour les travaux nécessitant des échauffements, prévoir le matériel nécessaire à la sécurité incendie (extincteur, moyen d'alerte ect.). Un permis de feu devra être établi (voir document en annexe 1).**
- ❑ La manutention réalisée manuellement doit faire l'objet de toutes les précautions individuelles et collectives. Des mesures de prévention devront être appliquées à cet égard. Les risques seront parfaitement analysés dans le PPSPS des entreprises. Elles prévoiront des moyens mécaniques pour l'aide à la manutention : chariot élévateur, transpalettes, ect....
- ❑ L'outillage employé devra être fiable et parfaitement isolé. Les baladeuses, prolongateurs et coffrets électriques devront offrir toutes les garanties de sécurité . (protection IP 45 au minimum)
- ❑ **Les entreprises veilleront à ne pas employer de produits dangereux.**
- ❑ Pour éviter les risques présentés par certains produits chimiques dangereux, les entreprises consulteront les fiches de données de sécurité, les notices d'utilisation et les étiquettes.(acides de décapage, peintures et leurs diluants, colles et produits ou étanchéité, solvants, détergents)
- ❑ Les entreprises préciseront la position du stockage (extérieur uniquement) des produits toxiques et/ou inflammables ainsi que les moyens nécessaires à la protection du personnel et la lutte contre l'incendie.

3.3 Circulation ou déplacement sur le chantier

1) Dispositions Générales

- ❑ Pour la réalisation technique de son chantier, suivant l'évolution de son planning d'exécution, l'entreprise titulaire du marché proposera au Maître d'oeuvre et au Coordonnateur SPS, dès la phase préparation, les dispositions qu'elle aura retenue, à savoir:
 - guidage des piétons,
 - conditions d'accès aux zones traversées
 - traverses des zones d'évolution des engins
- ❑ **Toutes ses dispositions sont à la charge de l'entreprise.**

2) Points particuliers des stockages

- ❑ L'approvisionnement doit se réaliser suivant le planning et l'avancement des travaux. Un plan de stockage des matériaux sera proposé par l'entreprise au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

3) Règle de circulation

- ❑ Une première règle: **Respecter le code de la route** sauf dérogation de règles spéciales applicables au besoin du chantier.

◆ **Pour engins de production, camions et véhicule de service**

- ❑ Allumer les feux spéciaux: gyrophare jaune, signaux de détresse si l'engin ou le véhicule progresse lentement ou immobilisé.
- ❑ Pour entrer et sortir, utiliser l' accès prévu.
- ❑ Adapter sa vitesse au type d'engin utilisé et à sa charge.
- ❑ Circuler à droite.
- ❑ Obligation absolue de maintenir en permanence les accès aux services de secours médical ou incendie.
- ❑ Interdiction de prendre des passagers à bord d'un engin, sauf s'il est muni d'un siège à cet effet.
- ❑ Pour toute manœuvre et notamment de recul, dans des conditions de visibilité insuffisante ou à proximité d'un point singulier (crête de talus, fouille en tranchée....) un ou plusieurs signaleurs doivent assister le conducteur et prévenir les travailleurs survenant dans la zone où évolue le véhicule ou l'engin. Le code de commandement adopté par l' entreprise doit être porté à la connaissance du personnel.
- ❑ Tout conducteur est soumis aux règles de circulation des piétons dès qu'il descend de son engin ou véhicule.
- ❑ Respect du balisage ou signalisation.

◆ **Pour les piétons**

- ❑ Accès interdit à toute personne étrangère au chantier (et non accompagné par une personne habilitée).
- ❑ Respect du balisage ou signalisation en place et emprunt des accès et cheminement réservés aux piétons.
- ❑ Interdiction de circuler à pied sur les pistes ouvertes à la production ou dans les zones d'évolution des engins sauf pour y assurer une tâche de signaleur.
- ❑ Le transport groupé du personnel se fera à bord d'un véhicule aménagé à cet effet, conformément aux prescriptions du code de la route.

3.4 - Conditions de manutention des différents matériaux et matériels

1) Autorisations de conduite

- ❑ La conduite des véhicules ou engins ne pourra être confiée qu'à des personnes reconnues aptes médicalement. Ils seront munis obligatoirement:

- ❑ **D'un permis de conduire** correspondant à la catégorie du véhicule immatriculé.
- ❑ **D'une autorisation de conduite** correspondant à la catégorie d'engins suivant la recommandation n°135 du CNT-BTP (Tout engin de TP : nacelles élévatrices, pelles mécanique, boteur, niveleuse, chargeur, ect..)

- ❑ Le matériel ou les engins divers, utilisés ou présents sur le site seront référencés individuellement, maintenus dans un état parfait de marche, leur entretien sera indiqué nominativement ainsi que la qualification qu'ils possèdent. Les pneumatiques font partie des présents contrôles.

2) Approvisionnement des matériaux

- ❑ Ils seront définis et organiser dans le PPSPS des entreprises (voir points particuliers des stockages ci dessus Chapitre 3.3.2)

3) Emploi d'un engin de levage - Moyen de levage et manutention

a) Choix du matériel

- ❑ **Tenir compte des éléments suivants:**
 - le poids des charges à élever ou à descendre
 - leurs portées pour certains appareils
 - leurs dimensions
 - la hauteur sous crochet nécessaire avec les accessoires de levage
 - l'état de la surface d'appui (accès, installation, pente et dévers, obstacles)
- ❑ **Exiger pour l'appareil et pour les accessoires de levage:**
 - la conformité à la réglementation en vigueur (avec marquage CE et attestation de conformité le cas échéant, nom du fabriquant, désignation du type, charge maximale d'utilisation, tableau de charges ect..)
 - la remise d'une notice d'instruction en français.
 - les vérifications nécessaires (aptitude à l'emploi)
 - la formation éventuelle des opérateurs.

b) Les différentes vérifications

- ❑ Le chef d'entreprise doit faire effectuer ou s'assurer **avant utilisation** que les différentes vérifications ont bien été faites.
- ❑ **Ces vérifications sont à faire:**
 - A la mise en service (tenir compte des vérifications faites ou non faites par le fournisseur ou loueur)
 - Suivant une périodicité (entretien)
 - A la remise en service (c'est-à-dire en cas de changement de site d'exploitation ou des conditions d'utilisation sur un même site, lors d'un démontage suivi d'un remontage, lors d'un remplacement, d'une réparation ou d'une transformation intéressant un organe essentiel ou suite à un accident provoqué par la défaillance d'un organe essentiel).
- ❑ Les vérifications, réalisées par un organisme de prévention, doivent être consignées sur le registre des appareils de levage à disposition sur le lieu d'utilisation.
- ❑ Pour les appareils mobiles, le compte-rendu de la dernière vérification doit se trouver dans la cabine de la machine .
- ❑ L'entreprise devra présenter dans son PPSPS, les modalités de préparation et d'implantation des appareils de manutentions mobiles. Les responsables de manœuvres devront avoir suivi les formations appropriées ainsi que prendre toutes les dispositions de sécurité contre la chute des personnes lors de la manutention.

4) Manutention manuelle

- ❑ Une formation essentiellement à caractère pratique doit être donnée sur les gestes et postures à adopter pour la réalisation en sécurité des manutentions.
- ❑ Elle doit faire l'objet de toutes dispositions et précautions individuelles et collectives. La méthode ainsi que le type de protection utilisé seront consignés dans le PPSPS.
- ❑ Dans la mesure du possible, l'employeur prendra les mesures d'organisation appropriées ou mettre à la disposition des travailleurs les moyens adaptés, si nécessaire en combinant leurs effets, de façon à limiter l'effort physique et réduire le risque encouru lors de ces opérations.
- ❑ Les matériaux seront conditionnés de préférence en palettes, conteneurs ou fardeaux assemblés
- ❑ Les câbles, tire-forts, chaînes, cordes, élingues, crochets servant au chargement ou au déchargement seront :
 - Réglementaires, normalisés et adaptés
 - Sans hernie, étranglement, déformation, ni nœud.
 - Sans toron cassé, ou médaillon déformé
 - Raccordement, épissures et nœuds d'amarrage, réalisés par organisme spécialisé.
 - Avec crochet ne permettant pas le décrochage accidentel des fardeaux.

3.6 - Aménagement des zones de stockage et entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matière ou substances dangereuses

- ❑ Ces zones seront soumises à l'agrément du Maître d'oeuvre et du coordonnateur SPS, et portées sur l'avant projet du plan de l'installation de chantier.
- ❑ Un emplacement délimité sera prévue pour le stockage de chaque lot. Si la maintenance des engins est prévue sur site, une aire étanche sera réalisée par l'utilisateur en vue du stockage des carburants, huiles, vidange des moteurs.
- ❑ Le stockage des hydrocarbures est interdit en dehors des zones spécialement aménagées.

3.7 -Élimination ou évacuation des déchets et des décombres

- ❑ L'entreprise remettra dans son PPSPS les positions de stockage des déchets ainsi que la méthode d'évacuation.
- ❑ Les déchets de produits traités aux liants hydrocarbonés seront évacués aux décharges contrôlées.
- ❑ Il ne sera pas toléré de décharge « sauvage » sur le chantier.

3.8 - Condition d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés

- ❑ Une entreprise mettant en oeuvre des matériaux dangereux doit le signaler dans son PPSPS en indiquant les risques créés par les matériaux (joindre les fiches de données de sécurité).
- ❑ L'entreprise est responsable de l'enlèvement de tout excédent ou déchet des matériaux mis en oeuvre.

3.9 – Matériaux contenant de l’amiante

- ❑ Un diagnostic devra être réalisé notamment sur les enrobés existant si ils ont été réalisés avant 1997.

3.10 - Utilisation des protections collectives , des accès provisoires et de l’installation électrique générale

1) Protections collectives

- ❑ L’attention des entreprises est attirée par l’avantage présenté par les procédés de construction intégrant la sécurité ou permettant de l’intégrer.

Trois grands principes règlent l’organisation de la sécurité sur le chantier :

- 1. Chaque entreprise est responsable de la sécurité de ses salariés**
- 2. La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises demande que l’entreprise mandataire soit chargée de la mise en place et de la maintenance des protections collectives.**
- 3. priorité sera donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires.**

- ❑ Les protections collectives contre le risque de chute des personnes et des objets en tous points, devront être installés, selon l’évolution du chantier, là où elles s’avéreront nécessaires.
- ❑ Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, devra s’assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n’était pas le cas, il aura à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositif nouveaux et complémentaires pour assurer la protection de son personnel, ainsi que le maintien des dispositions nouvelles.
- ❑ Les modifications seront alors soumises à l’accord du coordonnateur SPS, sous forme d’un additif au PPSPS.
- ❑ **Toutes ses dispositions de protections collectives seront maintenues, entretenues et régulièrement vérifiées par l’entreprise titulaire du marché qui en est responsable, et si nécessaire pendant toute la durée du chantier.**
- ❑ Elles ne donneront pas lieu à une rémunération complémentaire.
- ❑ Les protections, autre que celles prévues par le PPSPS de l’entreprise, pourront être décidées soit par l’application de la réglementation, soit par le Maître d’Ouvrage ou/et le coordonnateur SPS.
- ❑ A cet effet, il est important de lire **l’article 22 du décret n° 65-48 du 8 Janvier 1965 modifié par le décret du 06.05.1995.**
- ❑ De manière à éviter une dépose anticipée des protections collectives, l’entreprise titulaire du marché devra installer ses différents dispositifs de sécurité (gardes corps, protection des trémiés, ect..) en tenant compte des méthodes de travail, ainsi que de l’emplacement des ouvrages réalisés par les autres entreprises ou autres corps d’états.
- ❑ Le Maître d’ouvrage et le Maître d’oeuvre se réservent le droit, en cas de défaillance d’une entreprise, de faire appel à une entreprise du chantier ou extérieur, pour remettre en place ou en état, les protections collectives aux frais de l’entreprise défaillante.

Poste de travail isolé :

- ❑ Les entrepreneurs organiseront leurs travaux ou opérations de maintenance des équipements de travail, de manière à ce qu'un poste de travail ne comporte pas moins de deux personnes. Tout travailleur, dont le poste sera isolé du reste de l'entreprise ou de l'équipe devra faire l'objet d'une surveillance directe (champ de vision) ou indirecte (moyen de communication).

2) Accès provisoires

- ❑ L'entreprise titulaire du marché devra assurer pendant la durée de son marché, l'entretien et le nettoyage des voies publiques franchies ou sur lesquelles ces accès se raccordent. Elle devra assurer la signalisation et le pilotage aux points de liaison avec les voies publiques.

3.11 - Mesures prises en matière d'interaction sur le site

- ❑ Si la nécessité se faisait jour, d'interventions superposées de salariés d'une même ou de plusieurs entreprises, des protections adaptées devraient être mises en place. Une étude devrait être faite dans les PPSPS et soumises au coordonnateur SPS.
- ❑ Il en est de même concernant les problèmes de modification de planning.

IV - SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

Généralités

- ❑ Les interférences seront traitées au fur et à mesure par le coordonnateur SPS, qui provoque éventuellement une réunion avec les exploitants.
- ❑ A cet effet, toutes les protections tant ambiantes (poussières) que physiques (clôtures), que environnement (bruits) seront étudiées avec soin. Des mesures indispensables envers ses nuisances seront institués par le coordonnateur aux frais des entreprises fautives.

4.1 - Travaux sous circulation – signalisation :

- ❑ Mettre en place une signalisation conforme à la réglementation routière « signalisation temporaire ». Les panneaux seront fournis, installés et entretenus par l'entreprise titulaire du marché. Un arrêté communale sera établi, il réglementera la circulation des véhicules mais aussi des piétons. L'arrêté sera affiché sur le chantier.
- ❑ La maintenance de la signalisation sera à la charge de l'entreprise 24h sur 24h

4.2 - Autres activités et autres Maîtres d'ouvrages

- ❑ Dans le cadre de ses travaux, d'autres Maître d'Ouvrage (les concessionnaires en particulier) pourront intervenir sur ce chantier.
- ❑ Ils réaliseront leur chantier en tenant compte des nouvelles dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie Civile issues de la loi n° 14.18 du 31.12.1993, portant transposition de la directive du Conseil des Communautés Européennes n° 92.57 du 24.06.1992 et définies par les décrets du 26.12.1994 et du 4 et 6 Mai 1995.
- ❑ En particulier les Maîtres d'Ouvrage se concerteront pour prévenir les risques résultant de l'interférence de leurs interventions, selon l'article L.235-10 de la loi n°14.18 du 31.12.1993. A ce titre ce P.G.C.S.P.S sera remis aux Maîtres d'Ouvrage concernés.

V - MESURES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

5.1 Hygiène et conditions d'hébergement

- ❑ La base vie sera installée conformément au plan général d'installation prévu par l'entreprise titulaire du marché qui y indiquera les branchements EU, EP, EV, alimentation électrique, eau et télécommunications (voir chapitre 2.21).
- ❑ L'entreprise titulaire du marché sera chargée du nettoyage des installations.
- ❑ Les bureaux, vestiaires, sanitaire seront obligatoirement desservis par des cheminements balisés et parfaitement dégagés de toute contrainte des travaux ou livraisons.
- ❑ Leur balisage et entretien seront obligatoires et à la charge de l'entreprise titulaire du marché.
- ❑ Un registre d'observations doit être mis à la disposition des salariés pour qu'ils puissent le cas échéant y consigner leurs observations en ce qui concerne l'état du matériel et des installations, l'existence des causes susceptibles d'en compromettre la solidité, et l'application des dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité sur les chantiers.
- ❑ Ce registre doit être tenu à la disposition des services de la CARSAT, de l'OPPBTP et de l'inspection du travail. (art.24 décret du 08.01.1965 modifié par le décret du 06.05.1995)

5.2 - Protection contre les eaux :

- ❑ L'entreprise doit assurer à leur frais la protection de leur chantier et des installations contre les eaux de toute nature et de toute origine et en assurer l'évacuation, par tous moyen et ouvrages nécessaire et prendre toutes les mesures pour éviter les pollutions.

VI - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU D'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DU PERSONNEL AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION EN LA MATIERE

6.1 Généralités

- ❑ Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'incendie, d'inondation, d'éboulement, de la présence d'un risque électrique ou d'une fuite de gaz doivent figurer sur le PPSPS, être affichés dans les locaux de la base vie.
- ❑ Le coordonnateur SPS, devra être informé de tout accident ou incident immédiatement après les faits. l'inspecteur du travail, la CARSAT. et L'OPPBTP devront également être avisés dans les 48 heures.
- ❑ L'entreprise générale devra afficher près du téléphone de chantier les différents appels d'urgences.

6.2 - Sauveteurs Secouristes du travail et premiers soins

- ❑ Dans chaque atelier où sont effectués des travaux dangereux, dans chaque chantier occupant 20 personnes au moins pendant plus de 15 jours où sont effectués des travaux dangereux, un membre du personnel doit avoir reçu obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence (Art.R.241-39 du code du travail).
- ❑ Au-delà de cette obligation réglementaire, et compte tenu du chantier, il est important que chaque entreprise devra avoir formé ou recyclé des sauveteurs secouristes du travail, environ 2 pour 10 personnes.
- ❑ Les sauveteurs secouristes du travail devront être identifiables aisément par une marque de reconnaissance (badge, couleur du casque, marque sur la tenue de travail, ect..)
- ❑ A noter que **tout salarié doit être préparé sur la conduite à tenir en cas d'accident ou de sinistre** dans le cadre de la formation à la sécurité.
- ❑ Chaque entreprise dès qu'elle sera désignée, remettra au coordonnateur SPS, la liste de ses secouristes , de plus elles afficheront leur nom dans leur bungalow bureau et réfectoire.
- ❑ Chaque atelier de travail **devra disposer d'une trousse de premiers soins** dont le contenu sera adapté par le médecin du travail en fonction des risques et du niveau de formation des secouristes. Les salariés seront informés des endroits où ces boîtes sont entreposées.

6.3 -Renseignements pratiques pour déclenchement des secours extérieurs :

- ❑ Un poste téléphonique mobile demeurant accessible au personnel durant la totalité des périodes d'activité du chantier sera installé dans le bureau de chantier - salle de réunion. Ce poste permettra l'appel des numéros 15, 18, 17, sans l'usage d'une carte téléphonique.
- ❑ A coté du téléphone, la consigne de déclenchement des secours doit être claire et les numéros d'appel affichés
- ❑ Prévoir le guidage des secours extérieurs
- ❑ Sur les chantiers importants ou ayant des zones de travail dont l'accès est délicat, le repérage des lieux ou de ces zones est à faire avec les secours extérieurs et conduit généralement à l'établissement d'un plan de secours.
- ❑ En fin de chantier, le responsable de l'entreprise d'espaces vert sera muni d'un téléphone portable « en cas d'accident » - consignes affichées dans la camionnette.

6.4 - Mesures communes d'organisation des secours

Pendant toute l'intervention, l'entreprise titulaire du marché :

- ❑ Etablira un plan d'accès au chantier avec point d'accueil, à transmettre au service d'urgence
- ❑ Etablira les consignes de premiers secours qui contiendront les indications à donner au service secours pour les modalités d'accès.
- ❑ Remplira l'affiche « appel en cas d'accident » et la placera en parfaite visibilité
- ❑ Tiendra à jour la liste nominative des secouristes présent sur le chantier et celle du matériel médical, en veillant que le nombre minimal soit effectivement atteint.
- ❑ Les autres entreprises présentes lui fourniront les renseignements correspondants.

VII - LE PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S)

7.1 - Remarques importantes

- ❑ L'intervention du Coordonnateur Sécurité ne modifie pas l'étendue des responsabilités qui incombent aux entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé.
- ❑ Le respect des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues d'intégrer et mettre en oeuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

7.2 - Entreprises titulaires intervenantes sur l'opération

- ❑ Dans un délai de 30 jours à compter de la réception de son contrat, les entreprises devront soumettre au coordonnateur, à partir du Plan général de coordination (PGCSPS), un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).
- ❑ Les entreprises choisies remettront leur propre PPSPS en fonction du PPSPS de l'entreprise titulaire du marché et du PGCSPS.

1) Présentation et rôle du P.P.S.P.S

- ❑ Les entreprises devront participer à une inspection commune avec le coordonnateur SPS, avant la remise de leur PPSPS
- ❑ Le PPSPS doit être rédigé par le personnel d'encadrement de chantier; il est spécifique à chaque chantier. Il sera rédigé en tenant compte des données générales et particulières contenues dans le P.G.C. et dans le compte rendu de l'inspection commune
- ❑ L'intervention sur le chantier ne peut se faire qu'après acceptation du PPSPS.
- ❑ Dans son PPSPS, l'entreprise titulaire du marché présentera l'analyse des tâches et les modes opératoires qui sont à réaliser, avec la mise en évidence des risques et des mesures prise par l'entreprise pour éliminer les risques.
- ❑ Nous rappelons aux entreprises que le PPSPS doit être présent sur le chantier et qu'il doit être communiqué au personnel de chantier.
- ❑ Avant intervention sur le chantier, et après que le PPSPS ait été accepté par le coordonnateur SPS, l'entreprise organisera une réunion avec le personnel qui interviendra sur le chantier pour lire et commenter le PPSPS et le faire signer. Le coordonnateur SPS, sera informé de cette réunion et pourra y participer. Cette formation à la sécurité se fera avec chaque nouvel arrivant sur le chantier.
- ❑ **Les différentes phases de travaux et les modes opératoires seront présentés sous forme de schémas.**

2) Contenu du PPSPS (Consulter également le chapitre 3.3 description des travaux)

- ❑ Le PPSPS comportera au moins 5 chapitres et des annexes :

2.1 Renseignements généraux

- ❑ Renseignement concernant l'opération.
- ❑ Le nom et l'adresse de l'entreprise.
- ❑ L'adresse du chantier et l'effectif prévisible.
- ❑ Les noms et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux.

2.2 La description des travaux et méthodes de travail en faisant ressortir :

- ❑ Les risques propres à l'entreprise et en tenant compte des contraintes d'environnement.
- ❑ Les moyens de prévention choisis.
- ❑ Les travaux qui représentent des risques d'interférence liés à la co-activité avec d'autres entreprises
- ❑ Les risques réciproques et les moyens de prévention proposés.

Cette partie est la plus importante du plan; elle doit être accompagnée d'une analyse détaillée des risques liés :

- Aux modes opératoires.
- Aux matériels, dispositifs et installations.
- A l'utilisation de substances ou préparations dangereuses
- Aux circulations et déplacements sur le chantier

3) Modalités de prise en compte des mesures de coordination générales définies par le coordonnateur SPS.

4) Les mesures d'hygiène et locaux destinés au personnel, mis en place ou à disposition tels que prévus dans le plan général de coordination

5) L'organisation des premiers secours de l'entreprise avec notamment :

- Le matériel médical disponible
 - Les sauveteurs secouristes du travail
 - Les mesures prises pour l'évacuation des blessés dans le cadre du plan générale coordination.
- ❑ Le plan peut évoluer, il est toujours possible de modifier des modes opératoires, des mesures de préventions, si les risques encourus sont diminués ou si les mesures de préventions présentent une garantie équivalente. ces substitutions seront portées à la connaissance du coordonnateur SPS ainsi qu'aux autres destinataires du PPSPS : il sera établi alors un additif au PPSPS de départ.

7.3 – Sous-traitants

- ❑ La sous-traitance permet à un entrepreneur de faire exécuter par un autre entrepreneur une partie du marché qu'il a passé avec le Maître d'Ouvrage.
- ❑ Le sous-traitant doit établir son PPSPS. Ce plan est établi à partir du PGC et PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre qui veillera au respect de leurs dispositions.
- ❑ Le marché de sous-traitance est conclu par un contrat conforme à la loi du 31.12.75. Chaque entreprise **a l'obligation de déclarer ses sous-traitants et de formuler une demande d'agrément auprès du Maître d'Ouvrage .**
- ❑ Le sous-traitant doit disposer de 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur pour établir le PPSPS. Ce délai est ramené à huit jours pour les travaux accessoires.

7.4 -Travailleurs indépendants

- ❑ Ils sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers selon les dispositions issues de la loi 93-1418 du 31.12.93 et de ses décrets d'application. Ils doivent:
 - A l'obligation de remettre au coordonnateur un PPSPS
 - Au respect des décrets n°95-607 et 95-608 du 6 Mai 1995
 - Le PGC leur est applicable en totalité.

7.5 – Pénalités

- ❑ L'entrepreneur qui n'a pas remis au Maître d'Ouvrage ou au Coordonnateur le plan particulier de sécurité et de protection de la santé ou d'un PPSPS à modifier suite à la
- ❑ demande du coordonnateur est puni d'une amende prévues dans la loi 93-1418 du 31.12.1993
- ❑ S'il s'agit d'un sous traitant, la pénalité sera appliqué à l'entreprise ayant sous traité ses travaux et le sous traitant sera expulsé.
- ❑ Dans le cas d'un additif au PPSPS non remis, l'entrepreneur ne pourra pas débiter les tâches concernés par cet additif.

7.6 - Collège interentreprises de sécurité, de santé, et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T)

- ❑ L'opération étant classée en 2^{ème} catégorie, il n'y aura pas de création d'un Collège interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (C.I.S.S.C.T)

VIII - Plans de récolement et notes techniques

- ❑ En fin de chantier, les entreprises fourniront en 3 exemplaires un plan de récolement détaillé ainsi que les notes techniques des différents produits et matériaux mis en place.

IX - ANNEXES

- 1 - Fiche « en cas d'accident »
- 2 - Fiche d'accueil
- 3 - Trousse de secours
- 4 - Fouille en tranchée

Le Coordonnateur SPS
JN BATIOT

I. C. L.
Ingénierie et Coordination de Lorraine
Sarl au capital de 8000 €
2 La Taquerie - 57020 ST JULIEN LES METZ
Tél. : 03.87.37.30.00 - Fax : 03.87.16.05.67
Siret 413 763 376 00022 APE 7112 B

1.FICHE « EN CAS D'ACCIDENT »

EN CAS D'ACCIDENT

Ce document rappelle la conduite à tenir en cas d'accident. Il doit être affiché sur les lieux de travail et dans les véhicules (art. L.4711-1 du Code du travail).

cachet de l'entreprise

Appelez le sauveteur-secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

- 1

Téléphonez au :
- 2

Dites :

Ici chantier :

à (commune, arrondissement) :

n° rue

Autre point de repère :

Téléphone chantier :
- 3

Précisez : • la nature de l'accident (éboulement, asphyxie, chute...)

• l'emplacement du blessé (le blessé est sur un toit, au sol, dans une fouille...)

• s'il y a nécessité de dégagement
- 4

Signalez le nombre de blessés et leur état (trois blessés dont un saigne et un ne parle pas...)
- 5

Décrivez l'intervention du secouriste (premiers soins, bouche-à-bouche...)
- 6

Fixez un point de rendez-vous et envoyez quelqu'un à ce point afin de guider les secours
- 7

Faites répéter le message. Ne raccrochez jamais le premier

Sauveteurs-secouristes du travail : une liste à jour mentionnant leurs noms doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs-secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque ou leur tenue de travail.

Nom	Prénom
Nom	Prénom
Nom	Prénom
Nom	Prénom

2.FICHE D'ACCUEIL

FICHE D'ACCUEIL

Cette fiche est établie sous la responsabilité de l'employeur dès l'arrivée du travailleur sur son nouveau lieu d'activité ou à son nouveau poste (art. L.4141-2 du Code du travail).

cachet de l'entreprise

LE TRAVAILLEUR

Nom Prénom

Qualification

Affectation Date

Statut ☐ CDI ☐ CDD ☐ Stagiaire ☐ Intérimaire ☐ Autre

* Les travailleurs précaires (CDD, stagiaires, intérimaires, apprentis) doivent recevoir une formation renforcée à la sécurité et ne pas être affectés aux travaux interdits par le Code du travail.

Aptitude médicale Restrictions
 oui ☐ non ☐ éventuelles

Autorisations - Habilitations

Autorisation de conduite :		<input type="checkbox"/> Habilitation électrique niveau <input style="width: 50px;" type="text"/>
<input type="checkbox"/> Permis de conduire	<input style="width: 100px;" type="text"/> catégorie	<input type="checkbox"/> Autres
<input type="checkbox"/> Engins de chantier	<input style="width: 100px;" type="text"/> catégorie	<input style="width: 150px;" type="text"/> à préciser
<input type="checkbox"/> Appareils de levage de charges	<input style="width: 100px;" type="text"/> catégorie	
<input type="checkbox"/> Plate-forme élévatrice mobile de personnes	<input style="width: 100px;" type="text"/> catégorie	

Formations spécifiques

<input type="checkbox"/> Sauveteur-secouriste du travail	<input type="checkbox"/> Montage-démontage d'échafaudage
<input type="checkbox"/> Amiante	<input type="checkbox"/> Formation au port des EPI (protection respiratoire, système antichute...)
<input type="checkbox"/> Autres <input style="width: 150px;" type="text"/>	<input style="width: 150px;" type="text"/> à préciser

FORMATION AU POSTE DE TRAVAIL

Remise et présentation du livret d'accueil : oui ☐ non ☐

CONDITIONS DE CIRCULATION

Visite des lieux de travail effectuée : oui ☐ non ☐

Emplacement des installations d'accueil :

Accès et cheminements piétons :

Accès et cheminements engins :

EXÉCUTION DES TRAVAUX

Travaux à réaliser :

Moyens d'exécution et protections collectives :

Consignes particulières de sécurité :

Équipements de protection individuelle remis en fonction de l'évaluation des risques :

- | | | |
|--|---|---------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Casque | <input type="checkbox"/> Masque de soudeur | <input type="checkbox"/> Autres |
| <input type="checkbox"/> Masque antipoussières | <input type="checkbox"/> Gants | à préciser |
| <input type="checkbox"/> Chaussures de sécurité | <input type="checkbox"/> Protecteur antibruit | |
| <input type="checkbox"/> Masque antigaz | <input type="checkbox"/> Lunettes | |
| <input type="checkbox"/> Vêtements de protection | <input type="checkbox"/> Système antichute | |

DISPOSITIONS EN CAS D'ACCIDENT

Secouriste(s) présent(s) sur le chantier :

M. _____

M. _____

M. _____

M. _____

M. _____

Emplacement du moyen d'appel :

Présentation de l'affiche « En cas d'accident » : oui ☐ non ☐

Fait à _____

le _____

Le responsable hiérarchique

Nom _____

Prénom _____

Fonction _____

Signature

Le collaborateur

Nom _____

Prénom _____

Fonction _____

Signature

3.TROUSSE DE SECOURS

USAGE DE LA TROUSSE DE SECOURS

Un sauveteur-secouriste du travail (SST) appartenant à l'unité de travail en assure la présence, la garde et l'approvisionnement.

Celui-ci ou, à défaut, le responsable sur le chantier en effectue la vérification périodique (notamment, le suivi des dates de péremption, remplacement des éléments consommables utilisés). Cette boîte, qui n'est pas l'accessoire obligatoire du secouriste est un élément mobile qui doit lui être apporté en cas de nécessité.

CONTENU

■ Non consommable

- 1 coussin HAEMOBAND (nouveau modèle)
- 1 couverture isothermique (non stérile)
- 2 poches de récupération de membres sectionnés
- 1 paire de ciseaux à bouts ronds
- 1 pince à écharde inox à bouts pointus
- 12 épingles de sûreté à boule
- 1 masque de protection pour bouche-à-bouche
- 10 gants en vinyle à usage unique
- 30 pansements auto-adhésifs (sous conditionnement individuel)
- 2 boîtes de 10 compresses stériles individuelles 30 x 30
- 1 kit bandes dans sac minigrip :
 - 3 bandes extensibles (3 m x 7 cm)
 - 3 bandes extensibles (3 m x 10 cm)
 - 1 bande crêpe (4 m x 10 cm)
- 1 rouleau sparadrap analergique (5 m x 2 cm)
- 1 écharpe triangulaire
- 5 sachets unitaires pansements gras (10 cm x 10 cm)
- 10 dosettes de Chlorhexidine aqueuse stériles
- 1 flacon de Dacryosérum 100 ml
- 1 boîte Coalgan
- 12 compresses Pharmadose Arnica
- 1 sac pour récupération des déchets

MODALITÉS D'UTILISATION

■ Contusion – entorse sans plaie

- Appliquer de l'arnica. Immobiliser le membre.
- Adresser chez le médecin selon gravité.

■ Plaie simple

- Nettoyer et désinfecter (dosette antiseptique Chlorhexidine).
- Pansement.
- Protection antitétanique par le médecin dans les 12 heures, sauf vaccination à jour.

■ Brûlure thermique simple

- Refroidir immédiatement avec de l'eau.
- Appliquer un pansement gras.
- Pansement.
- Adresser chez le médecin pour soins complémentaires et surveillance.

■ Corps étranger dans l'œil

En cas de projection irritante ou contaminante, laver abondamment les deux yeux au Dacryosérum⁽¹⁾ et adresser chez l'ophtalmologiste.

■ Saignement de nez

Mèche de Coalgan dans le nez, tête en avant.

REMARQUES

Cette liste est indicative, le matériel de premiers secours est choisi en fonction des risques de l'entreprise, l'avis du médecin du travail est incontournable pour établir le contenu de la trousse de secours. Il en fixe l'usage (personne compétente...) en situation d'urgence.

Les modalités d'utilisation de la trousse et de renouvellement du contenu font l'objet d'une procédure écrite dans l'entreprise, signée par le chef d'établissement et connue du CHSCT.

Vérifier le matériel et les produits régulièrement, notamment les dates de péremption et le bon état des emballages.

Nommer un responsable pour assurer la vérification périodique et l'utilisation de la trousse.

La trousse de secours est placée dans un endroit facilement accessible et signalé par panneaux, à l'abri de la chaleur et de la lumière.

COMPLÉMENTS DE CONTENU

Les compléments de contenu de la boîte de secours de l'unité de travail sont introduits sous la responsabilité du médecin du travail ; ils ne doivent concerner que les boîtes des secouristes ayant reçu une formation initiale appropriée et une formation de recyclage tous les deux ans.

Le choix de ces compléments relève de la compétence du médecin du travail et ne saurait être précisé ici. Il est effectué en tenant compte des risques propres à l'entreprise ou au chantier, des difficultés d'accès rencontrées par les secours médicalisés.

4.FOUILLES EN TRANCHEES

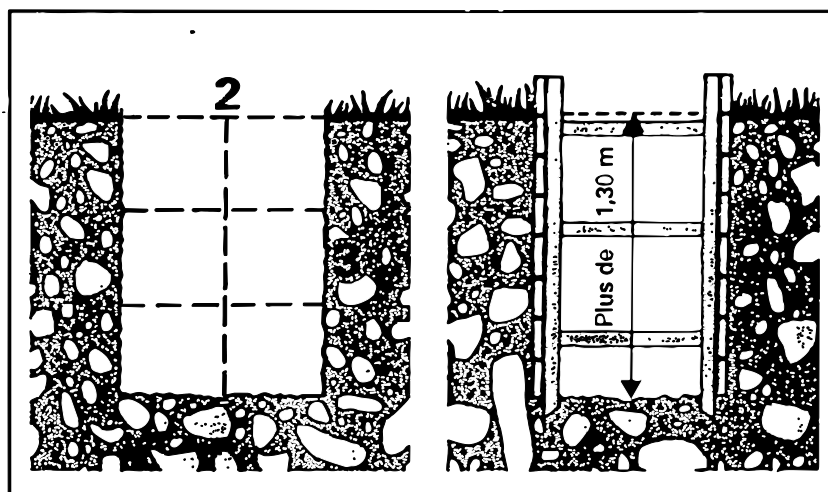
ASPECT REGLEMENTAIRE

La réglementation concernant les travaux de fouilles en tranchées est contenue dans le titre IV du décret du 8 janvier 1965

Elle est rigoureuse et très précise

Les points les plus importants de ce titre sont les suivants :

Toute fouille de plus de 1,30 m de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure aux $\frac{2}{3}$ de la profondeur doit être blindée



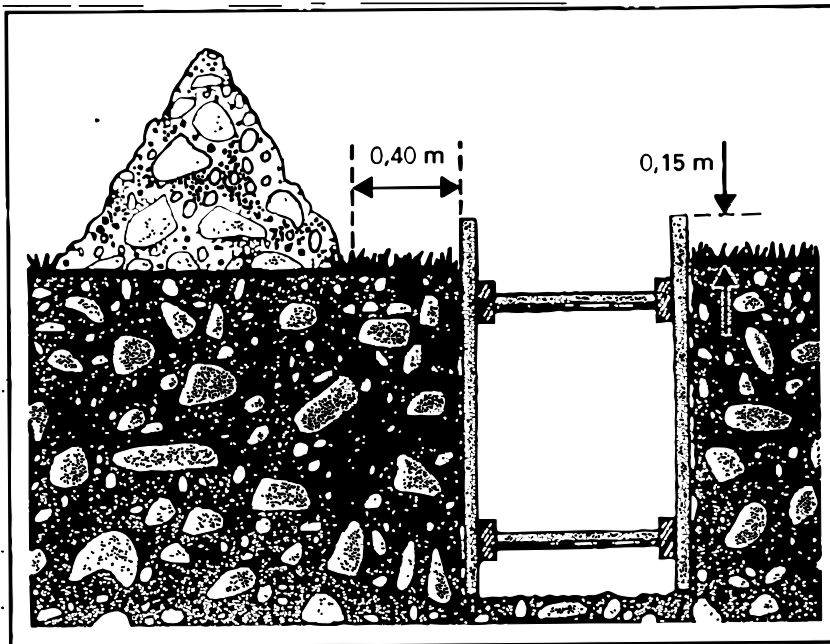
Toutes les autres, de caractéristiques géométriques différentes, doivent avoir leurs parois aménagées de façon à prévenir les éboulements (talutage par exemple)

Les autres règles essentielles énoncées sont les suivantes :

Obligation de s'informer de la nature et du contenu du sol

Obligation de dégager les abords des fouilles avant de commencer les travaux

Obligation, dans le cas de tranchée de plus de 1,30m de profondeur, d'entourer celle-ci d'une plinthe de 15 cm de hauteur et d'aménager une berme d'au moins 40 cm de largeur



Obligation de mettre en place des moyens d'évacuation rapide et dans le cas de tranchées de plus de 0,40m de largeur, d'aménager des moyens de franchissement

Interdiction d'effectuer manuellement des travaux de sous cavage* après une période de gel ou de pluie, un examen des talus des fouilles doit être réalisé et consigné sur le registre sécurité

Interruption du travail en cas de découverte d'engins susceptible d'exploser

De plus dans le cas où le sol renfermerait des canalisations électriques ou des conduites de gaz, il convient d'observer les prescriptions du titre XII du décret du 8 janvier 1965